

ArcelorMittal : Sarkozy reçoit aujourd'hui les syndicats de Gandrange

Le rendez-vous est très attendu. Deux mois après sa visite spectaculaire à Gandrange, Nicolas Sarkozy doit recevoir cet après-midi les syndicats de l'usine lorraine, dont ArcelorMittal a confirmé vendredi la fermeture partielle, entraînant la suppression de 575 postes. Une officialisation qui a provoqué des échauffourées à Metz, les militants CFDT affirmant avoir subi des « *attaques verbales et physiques* » de leurs homologues cégétistes après le CE extraordinaire.

A Gandrange, le 4 février, le président avait promis d'agir en investissant sur place, avec ou sans Mittal. « *Vous n'êtes pas seuls, on ne laissera pas tomber !* », avait-il affirmé aux ouvriers. Tiendra-t-il parole ? Aujourd'hui, les syndicats sont sceptiques. « *J'en attends pas de miracle* », confie Edouard Martin, de la CFDT. « *S'il avait quelque chose à dire, il serait venu en Lorraine* », estime Marc Barthel, de la CGT. « *Le président fera un certain nombre de propositions pour l'emploi des salariés, la formation et l'investissement industriel* », a néanmoins assuré hier le porte-parole du gouvernement, Luc Chatel.

Depuis des semaines, les pouvoirs publics discutent avec la direction du leader mondial de l'acier. Les deux parties espèrent bien trouver un compromis qui permette, à la fois à Lakshmi Mittal, le patron et actionnaire du sidérurgiste, et à Nicolas Sarkozy, de sortir la tête haute. Pour chacun, l'enjeu en termes d'image est très important.

Malgré sa décision de fermeture partielle à Gandrange, le groupe assure que l'avenir de la Lorraine lui tient à cœur. Le directeur général d'ArcelorMittal France, Daniel

Soury-Lavergne, a répété, vendredi, la promesse qui a été faite d'offrir à chaque employé concerné « *une solution de reclassement sur un autre site* », notamment en Lorraine, à Florange et aussi Luxembourg. Mais le groupe compte proposer davantage.

Quel avenir pour Florange ?

Tous les regards sont tournés vers Florange. En 2003, Arcelor avait opté pour la fermeture de cette usine d'ici à fin 2010. La décision a été annulée après la fusion avec Mittal Steel. Aujourd'hui, la nouvelle direction estime pouvoir utiliser l'outil jusqu'en 2012, voire au plus 2014. Elle se dit néanmoins ouverte à aller au-delà, « *en fonction du marché et des quotas d'émission de CO₂* ». L'Etat semble prêt à apporter son aide. Mais il n'est pas dit que Lakshmi Mittal veuille s'engager aujourd'hui à refaire dans trois ou cinq ans les deux hauts-fourneaux de Florange, ce qui assurerait leur avenir pour vingt ans. Cela représenterait un investissement de l'ordre de 300 millions d'euros. La même prudence s'applique à l'idée de réaliser à Florange la phase expérimentale d'un projet lourd et prestigieux de captage-stockage de CO₂. Initialement prévu en Allemagne, ce projet, soutenu par la Commission européenne, consiste à capter le CO₂ issu des gaz de hauts-fourneaux et l'enfouir sous terre. Il représenterait lui aussi un investissement de plusieurs centaines de millions et nécessiterait des études géologiques. Avant de s'engager sur ces échéances, le groupe pourrait proposer des mesures intermédiaires.

THIBAUT MADELIN